

Il a révélé, il y a 25 ans, l'affaire des faux moudjahidine

Le parcours solitaire de Benyoucef Mellouk



©Lach
ichi/Li
berté

D'après lui, le salut de cette nation ne pourra provenir, une fois encore, que de sa jeunesse.

Son courage n'est plus à démontrer. Il a dénoncé avec preuves à l'appui et alors même qu'il était en fonction de hauts dignitaires qui ont occupé des postes importants dans les rouages de l'État. À lui seul, Mellouk nous réconcilie, avec cette idée que l'administration peut encore abriter en son sein des hommes de bonne volonté, des êtres moraux, normaux et désireux de dévoiler les abus dont, eux-mêmes, sont, parfois témoins. Même désabusé par cette indépendance toujours en devenir, Benyoucef Mellouk garde confiance. Il n'éprouve, dit-il, aucun regret après ses déboires pour la simple raison qu'il estime n'avoir fait que son "devoir de citoyen, un devoir de mémoire à l'égard de nos valeureux martyrs et par respect de la mémoire collective et de l'histoire authentique de la Révolution algérienne". Son vœu ultime aujourd'hui est de pouvoir vivre l'écroulement de ce régime corrompu et son corollaire l'injustice qu'on appelle chez nous la hogra. Décidément, derrière son caractère bien trempé, on découvre en ce frêle personnage, un farouche opposant très au fait des enjeux. Pour lui, si les dirigeants actuels s'accrochent tant au pouvoir pour garder leurs privilèges, il ne faudra pas s'étonner de voir, un jour, le régime mourir de sa belle mort. Le problème néanmoins est que cette chute inéluctable peut entraîner aussi la mort de tout le pays. Car tout changement politique comporte, chez nous, il est vrai, quelques risques, quelques dangers. Et comment appréhende-t-il l'avenir ? D'après lui, le salut de cette nation ne pourra provenir que de sa jeunesse, une fois encore. Devant notre scepticisme, il se voudra convaincant. "C'est vrai que le pouvoir instrumentalise à diverses occasions une jeunesse en perte de repères mais il ne fait que jouer avec le feu", assène-t-il, sans détour. Quoi qu'en pensent ses adversaires, Benyoucef

Mellouk appartient bien à la race des guerriers. Il a cela dans le sang.

Comme pour nombre d'Algériens, la bagarre, chez lui, c'est atavique. Au cours de sa vie, il a toujours su se battre et prendre des risques. Il n'a jamais eu peur, pour ainsi dire, des représailles. Son sens du sacrifice et son altruisme décrivent d'ailleurs ce qu'il y a de meilleur en l'homme. Cela dit, Benyoucef Mellouk a tout l'air d'être un "sentimental" à l'inverse de nos responsables qui, de toute évidence, n'ont, jamais connu, eux, de "chagrins d'amour". Et pour cause : ils laissent ce genre d'état d'âme à des naïfs comme lui, sous influence, par "amour de la patrie". À entendre Benyoucef Mellouk, "le bilan" est plutôt désastreux pour ce qui fut véritablement une grande révolution populaire.

Quand les harkis ont pignon sur rue...

L'Algérie, oublieuse de son histoire aujourd'hui falsifiée, n'est plus animée, semble-t-il, par la volonté de libération nationale qui a, longtemps, fait sa réputation. Mais que s'est-il passé pour en être arrivé-là ? À écouter ce vieux monsieur plein de sagesse, il vaut mieux ne rien savoir ! Car chercher à comprendre dans ce pays c'est vite tomber sur ce qui ne va pas, c'est prendre conscience que ce sont, en réalité, des faux-moudjahidine pour ne pas dire des harkis qui mènent la barque.

Lorsque l'on sait, en effet, que parmi les citoyens et les résidents algériens ayant servi au moins 120 jours dans l'armée française sur le territoire algérien et qui bénéficient à ce titre de la carte d'ancien combattant leur donnant droit à une pension de retraite confortable de la part de l'ancienne puissance coloniale, certains continuent à émarger en même temps au budget des anciens moudjahidine, il ne peut s'agir, d'après Benyoucef Mellouk, au-delà de l'imposture qui s'y rattache que d'un "crime économique" ! Pour lui, ce n'est rien d'autre que de la "corruption d'une clientèle interlope par un régime à bout de souffle". Ainsi, au vu et au su de tout le monde, un grand nombre de requérants qu'on appelait communément, jusque-là, en Algérie, des "harkis" se bousculeraient aujourd'hui quotidiennement dans les bureaux de la représentation de l'Onac français (Office national des anciens combattants) situés dans le quartier du Télémy à Alger. Avec l'assouplissement de la procédure, voulue par les autorités françaises, de nombreux citoyens et résidents algériens ayant servi sous le drapeau français durant la guerre d'Algérie n'hésitent plus donc à sortir de la clandestinité pour venir demander leur "dû" accordé, de surcroît, par l'ex-puissance coloniale de manière rétroactive, et ce, pour des faits de guerre qui se sont déroulés précisément, ici-même, en Algérie.

En effet, la levée récente de la discrimination entre les combattants français de souche et ceux originaires des colonies suivie d'un relèvement substantiel du montant de la pension attirent, désormais, ici-même à Alger beaucoup de monde. Ainsi, après le scandale des milliers de "faux moudjahidine" qui ont usurpé leurs titres et qui cumulent, aujourd'hui, des avantages indus, voilà que des milliers d'Algériens ayant servi dans l'armée française sur le sol national s'affichent, dorénavant, au grand jour.

Cette duplicité contribue, par ailleurs, à accroître la méfiance et l'hostilité de la population à l'endroit des dirigeants. "Y a-t-il eu une réconciliation avec l'ancienne puissance coloniale dont ni les Algériens ni les Français n'ont connaissance ?". Comme beaucoup d'observateurs, Benyoucef Mellouk soupçonne, lui aussi, l'existence d'une entente secrète qui n'a été ni assumée ni annoncée publiquement. Une situation qui vient confirmer, last but not least, la vérocité de certains assassinats politiques et autres règlements de comptes. "Effectivement, heureux les martyrs qui n'ont rien vu..."

Où est passé Mohamed-Chérif Abbas ?

Au cours de notre rencontre, Mellouk Benyoucef ne manquera pas de s'interroger, en outre, sur les suites réservées aux déclarations du ministre des Moudjahidine, Mohamed-Chérif Abbas, quant à l'existence officielle de 10 000 faux-moudjahidine, rétribués sur le budget de l'État. "Qui sont-ils ? Où sont-ils ? Qui a témoigné en leur faveur ?" Né le 29 mai 1942 à Miliana et installé actuellement à Blida, Benyoucef Mellouk a fait l'essentiel de ses armes, durant la guerre de Libération nationale, dans la Wilaya IV. Après l'Indépendance, il a occupé plusieurs postes au ministère des Moudjahidine jusqu'en 1971. C'est dire qu'il connaît bien son sujet. Il rejoint ensuite le ministère de la Justice pour y exercer la fonction de chef du service des affaires sociales et du contentieux jusqu'à l'éclatement de l'affaire dite des "magistrats faussaires et des faux moudjahidine" révélé en 1992 par L'Hebdo Libéré du défunt Abderrahmane Mahmoudi qui vaudra à ce brillantissime journaliste d'être

emprisonné avant d'essayer en 1994 une attaque terroriste qui fera trois morts, dont son frère Nadir et deux blessés. Pour sa part, Benyoucef Mellouk, par qui est arrivé le scandale, fera également de la prison notamment à Serkadji et à El-Harrach. Le harcèlement judiciaire acharné dont il fait l'objet sera ponctué par, pas moins, de quatre arrestations. Toujours sous le coup d'une interdiction de sortie du territoire national (ISTN) à son encontre et des poursuites judiciaires sans fin. Son dossier de retraite à laquelle il ouvre droit comme n'importe quel cotisant, n'a jamais été transmis à la Caisse nationale des retraites (CNR) par le ministère de la Justice, son dernier employeur. Il ne lui a même pas été notifié son arrêté de mise à la retraite. Les avantages liés à ses fonctions d'ancien chef de service des affaires sociales et du contentieux au ministère de la Justice et qui se rapportent notamment à l'exercice après la retraite de commissaire-priseur notaire et huissier de justice lui ont été refusés. Il vit, aujourd'hui, avec pour seule ressource financière une pension d'invalidité de 23 000 DA qu'il perçoit en sa qualité d'ancien moudjahid que personne, du reste, ne peut lui dénier. Benyoucef Mellouk, âgé aujourd'hui de 75 ans, garde espoir toutefois, même si "aucun chef d'État — et ils sont trois de ces 'magistrats suprêmes' à s'être succédé au pouvoir — n'a eu le courage de trancher cette affaire qui est toujours pendante". Pourquoi ? D'après lui, la raison tient au fait que des proches de ces responsables sont impliqués dans cette affaire très médiatisée, du reste. "Par ailleurs, aucun Premier ministre, aucun ministre, aucune figure historique ni même les organisations en charge de ce qu'on appelle pompeusement l'écriture de l'histoire qu'on assimile, à tort ou à raison, à "la famille révolutionnaire" n'ont daigné réagir pour assainir les rangs des moudjahidine." L'affaire rebondit, ainsi, à chaque fois, sans connaître son épilogue depuis 1992. La plainte déposée en 1992 par le Syndicat national des magistrats présidé alors par l'actuel ministre de la Justice et garde des Sceaux, Tayeb Louh, celle de Kharoubi Abderrahim à l'époque procureur général adjoint à la Cour suprême, celle d'Ali Kafi, ancien président du HCE concernant son demi-frère, Mohamed Kafi, ex-président de la Cour d'Alger, celle de Mohamed Djeghaba, ex-ministre des Moudjahidine, ou encore celle de Mohamedi Mohamed Salah, ex-ministre de l'Intérieur, n'ont toujours pas abouti, un quart de siècle après.

M.-C. L.